



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 12/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELECTROLYSE PHOCEENNE

ZI des ESTROUBLANS
18 Avenue de BRUXELLES
13127 Vitrolles

Références : D-2024-1521
SPR/1391/2024
Code AIOT : 0006401813

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement ELECTROLYSE PHOCEENNE implanté 18 AV DE BRUXELLES ZONE INDUSTRIELLE 13127 VITROLLES. L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTROLYSE PHOCEENNE
- 18 AV DE BRUXELLES ZONE INDUSTRIELLE 13127 VITROLLES
- Code AIOT : 0006401813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Electrolyse Phocéenne exploite un atelier de traitement de surface.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte	2 mois
2	Produits Chimiques	AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

(2)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En 2021, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement avait constaté que les bacs des chaînes de traitement étaient situés sur une même rétention alors que ces bacs contenaient des produits incompatibles. L'exploitant n'a pas pu justifier du fait que ces produits ne soient pas incompatibles.

Lors de l'inspection du 22/10/2024, l'exploitant a indiqué avoir résolu ce sujet en changeant, fin 2022, certains produits afin de les rendre compatibles entre eux. Sur site, l'inspection a pu vérifier que le changement a bien été réalisé. Cependant, certains affichages n'ont pas encore été changés. L'exploitant n'a pas présenté de justification que le changement a été fait fin 2022 et n'a pas transmis les fiches de données sécurité des produits. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas transmis l'état des stocks des produits chimiques avec localisation des stockages.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétentions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : La société Electrolyse Phocéenne exploitant une installation de traitement de surface sise 18 avenue de Bruxelles - Zone industrielle des Estroublans sur la commune de Vitrolles-13127 est mise en demeure de respecter les dispositions : - Des articles 6 [...] de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, [...]

Constats :

Le 15 mars 2021, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement avait réalisé une inspection dont le rapport indiquait :

" Concernant l'article 6 de l'arrêté ministériel suscité, l'Inspection avait considéré la non-conformité de l'exploitant du fait que les bains des chaînes de traitement sont associés à une même rétention alors que certains produits sont incompatibles et peuvent provoquer des émanations dangereuses. Lors de la visite du 15 mars 2021, l'Inspection constate que chaque chaîne de traitement est associée à une unique rétention. L'exploitant explique que les liquides contenus dans les bains d'une même chaîne de traitement ne produisent pas de dégagement gazeux dangereux en cas de mélange. Pour prouver ses dires, l'exploitant a transmis le 27 mars 2021 une note interne expliquant les réactions entre le contenu des bains acides et des bains alcalins. Il ajoute que les produits sur les chaînes de traitement sont dilués avec de l'eau déminéralisée. L'Inspection demande à l'exploitant de faire confirmer les affirmations de cette note par un bureau d'étude comp t nt dans ce domaine sous 1 mois à compter de la date de réception de ce rapport. Cette étude comportera une analyse des réactions chimiques possibles entre les différents produits présents dans les bains des chaînes de traitement et devra conclure sur le caractère dangereux ou non d'une telle réaction."

Par mail du 26 septembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport de la société RPH Environnement, daté du 22 août 2022, au sujet de la compatibilité des produits chimiques susceptibles de se retrouver dans les rétentions des unités de production de la société Electrolyse Phocéenne. Ce rapport préconise de séparer certains postes de traitement sur des rétentions différentes afin de respecter la réglementation.

Lors de la visite d'inspection du 22 octobre 2024, l'exploitant indique avoir résolu le sujet des incompatibilités, fin 2022, en remplaçant les bases par un acide : le Polidec 316J. L'exploitant n'a pas pu présenter de preuve que le remplacement a été réalisé fin 2022 et n'a pas transmis les fiches de données sécurité des différents produits.

Il a été demandé à l'exploitant par mail en date du 23/10/2024 avec échéance au 31 octobre 2024 de transmettre l'ensemble des Fiches de Données Sécurité - FDS ainsi que la justification de la mise en place du nouveau produit de dégraissage acide (Polidec 316J).

L'exploitant n'a pas donné suite à date d'émission du présent rapport d'inspection.

Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a pu constater la présence du Polidec 316J.

Bien que des actions de mise en compatibilité des produits entre-eux aient pu être observées lors de la visite, l'inspection constate malgré tout le maintien d'un affichage d'utilisation des bases sur les rétentions utilisant désormais des produits acides, l'absence de la présence des FDS associées nécessaires à la connaissance et la bonne utilisation des produits par les opérateurs, l'absence de réactivité aux demandes de compléments formulées. Par conséquent, l'inspection considère que les dispositions de l'article 6 de l'AM du 30 juin 2006 ne sont pas vérifiées, notamment portant une garantie d'absence de mélanges de produits incompatibles n'a pas pu être vérifiée lors de l'inspection. De ce fait, l'inspection considère que les dispositions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure ne sont pas vérifiées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Produits Chimiques
Prescription contrôlée : La société Electrolyse Phocéenne exploitant une installation de traitement de surface sise 18 avenue de Bruxelles - Zone industrielle des Estroublans sur la commune de Vitrolles-13127 est mise en demeure de respecter les dispositions : [...] - Des articles 4 [...] de l'arrêté préfectoral complémentaire 110467-2009 PC du 12 mars 2010 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : En référence à l'article 4 de l'APC du 12/03/2010, l'exploitant n'a pas communiqué : - les fiches de données de sécurité (FDS) - le registre avec état des stocks de produits chimiques avec plan de stockage En outre il est à noter que l'étiquetage n'a pas été mis à jour; des bacs disposent toujours d'affichage indiquant la présence de bases (affichage en bleu) quand bien même l'exploitant a indiqué avoir procédé au remplacement de l'ensemble des bacs alcalins par des bacs acides.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande la liquidation partielle de l'astreinte du 25 juin 2020. La transmission de tout élément permettant de justifier de la mise à jour de l'affichage est demandée sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Liquidation partielle d'astreinte
Proposition de délais : 2 mois